



Décision de télécom CRTC 2018-367

Version PDF

Ottawa, le 18 septembre 2018

Dossier public : 8638-SI-01/98

Abstention de la réglementation des services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit/services de données numériques sur certaines routes supplémentaires

Le Conseil s'abstient de réglementer les services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit/services de données numériques sur huit routes supplémentaires.

Introduction

1. Dans la décision de télécom 97-20, en vertu de l'article 34 de la *Loi sur les télécommunications (Loi)* et conformément au cadre énoncé dans la décision de télécom 94-19, le Conseil s'est abstenu en grande partie de réglementer les services de liaison spécialisée intercirconscriptions (LSI) haut débit/services de données numériques (services LSI) fournis par les anciennes compagnies membres de Stentor¹ sur certaines routes. Dans la décision de télécom 2003-77, le Conseil a élargi la portée de l'abstention à l'égard des services LSI de TELUS Communications Inc. (TCI) qui faisaient déjà l'objet d'une abstention et il a fait de même pour Aliant Telecom Inc. (désormais Bell Aliant, qui fait maintenant partie de Bell Canada), Bell Canada, MTS Allstream Inc. (désormais Bell MTS, qui fait maintenant partie de Bell Canada, et Allstream Business Inc. [Allstream]) et Saskatchewan Telecommunications (SaskTel) dans la décision de télécom 2004-80.
2. Également dans la décision de télécom 97-20, le Conseil a lancé un appel aux observations sur le critère suivant qui s'applique à l'abstention de réglementer les services LSI sur d'autres routes à l'avenir : les concurrents fournissent ou offrent des services LSI à au moins un client, à une largeur de bande équivalente à DS-3 ou supérieure, au moyen d'installations terrestres d'une entreprise autre que l'entreprise de services locaux titulaire (ESLT) ou d'une affiliée de cette ESLT.
3. Dans l'ordonnance de télécom 99-434, le Conseil a confirmé le critère proposé dans la décision de télécom 97-20 et a ordonné aux concurrents de plusieurs ESLT de déposer un rapport semestriel faisant état des routes de LSI sur lesquelles les

¹ Les compagnies membres de Stentor étaient BC TEL; Bell Canada; The Island Telephone Company Limited; MTS NetCom Inc.; Maritime Tel & Tel Limited; The New Brunswick Telephone Company, Limited; NewTel Communications Inc. et TELUS Communications Inc.

concurrents fournissent ou offrent de fournir des services LSI en respectant ce critère². Les rapports doivent être déposés les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année.

4. Dans cette même ordonnance, le Conseil a déclaré que, dès qu'il serait convaincu qu'un ou plusieurs concurrents respectent ce critère, il accorderait l'abstention de la réglementation des services LSI sur ces routes sans autre processus.
5. En avril 2018, le Conseil a reçu des mémoires des concurrents suivants : Allstream; Axia SuperNet Ltd.; Bell Canada; Bragg Communications Incorporated, au nom de ses filiales directes et indirectes; Hydro One Telecom Inc.; Manitoba Hydro International Limited; Ontera, a division of NorthernTel, Limited Partnership; Québecor Média inc., au nom de Vidéotron s.e.n.c. (désormais Vidéotron ltée); Rogers Communications Canada Inc.; SaskTel; Shaw Telecom G.P.; TBayTel et TCI.

Résultats de l'analyse du Conseil

6. Le Conseil a examiné les rapports des concurrents déposés conformément à l'ordonnance de télécom 99-434 et conclut que le critère d'abstention précité est respecté pour huit routes supplémentaires, qui se trouvent dans les territoires desservis par Bell Canada et TCI. Ces routes supplémentaires sont énumérées à l'annexe de la présente décision.
7. Conformément au paragraphe 34(1) de la *Loi*, le Conseil conclut que de s'abstenir d'exercer ses pouvoirs et de s'acquitter de ses responsabilités, dans la mesure précisée dans la présente décision, pour ce qui est de la réglementation des services LSI sur les routes énumérées à l'annexe, est conforme aux objectifs de la politique énoncés à l'article 7 de la *Loi*.
8. Conformément au paragraphe 34(2) de la *Loi*, le Conseil conclut que les services LSI sur les routes énumérées à l'annexe font l'objet d'une concurrence suffisante pour protéger les intérêts de leurs utilisateurs et, dans la mesure précisée dans la présente décision, qu'il convient donc de s'abstenir de réglementer les services LSI fournis sur ces routes.
9. Conformément au paragraphe 34(3) de la *Loi*, le Conseil conclut que l'abstention de la réglementation des services LSI sur les routes énumérées à l'annexe, dans la mesure précisée dans la présente décision, n'aura vraisemblablement pas pour effet de compromettre indûment le maintien d'un marché concurrentiel pour ces services.

² Dans l'ordonnance de télécom 99-905, le Conseil a étendu à Québec-Téléphone, qui fait maintenant partie de TCI, et à Télébec ltée, désormais Télébec, Société en commandite, le processus d'abstention pour les LSI prévu dans l'ordonnance de télécom 99-434.

10. Compte tenu de ce qui précède et conformément au paragraphe 34(4) de la *Loi*, le Conseil déclare que les articles suivants de la *Loi*, sous réserve des quelques exceptions indiquées, ne s'appliquent pas aux services LSI des ESLT visées sur les routes énumérées à l'annexe :

- l'article 24, mis à part le fait que le Conseil **ordonne** aux ESLT dont les territoires sont traversés par une ou plusieurs routes LSI énumérées à l'annexe (ESLT visées) d'intégrer, à l'avenir et le cas échéant, les conditions actuelles qui portent sur la divulgation de renseignements confidentiels des clients à des tiers dans tous les contrats et dans tout autre accord visant la prestation de services LSI qui font l'objet d'une abstention de la réglementation dans la présente décision. Il convient également que le Conseil conserve des pouvoirs suffisants en vertu de l'article 24 de la *Loi* pour préciser d'éventuelles conditions concernant des services faisant l'objet d'une abstention fournis par les ESLT visées, là où les circonstances le justifient;
- l'article 25;
- l'article 27, sauf en ce qui a trait au paragraphe 27(3) de la *Loi* au sujet de la conformité aux pouvoirs et aux fonctions qui ne font pas l'objet d'une abstention dans la présente décision;
- l'article 29;
- l'article 31.

11. Le Conseil **ordonne** aux ESLT visées de publier, dans les **45 jours** suivant la date de la présente décision, des pages de tarif exemptes des tarifs des services LSI sur les routes énumérées à l'annexe et entrant en vigueur à compter de la date de leur publication³.

Secrétaire général

Documents connexes

- *Aliant Telecom, Bell Canada, MTS Allstream et SaskTel – Abstention relative à l'article 29 de la Loi à l'égard des ententes concernant les services interurbains nationaux et les services de liaison spécialisée intercirconscriptions faisant l'objet d'une abstention*, Décision de télécom CRTC 2004-80, 9 décembre 2004
- *Demande d'abstention relative à l'article 29 de la Loi sur les télécommunications présentée par TELUS à l'égard des services de liaison spécialisée intercirconscriptions et des services interurbains faisant l'objet d'une abstention*, Décision de télécom CRTC 2003-77, 19 novembre 2003
- Ordonnance Télécom CRTC 99-905, 17 septembre 1999

³ Les pages de tarif modifiées peuvent être présentées auprès du Conseil sans page de description ni demande d'approbation; une demande tarifaire n'est pas nécessaire.

- *Instance de suivi à la décision Télécom CRTC 97-20 : Établissement d'un critère et d'un processus en vue d'examiner la possibilité de s'abstenir de réglementer également les services de liaison spécialisée intercirconscriptions haut débit/SDN, Ordonnance Télécom CRTC 99-434, 12 mai 1999*
- *Centre de ressources Stentor Inc. – Abstention de la réglementation des services de liaison spécialisée intercirconscriptions, Décision Télécom CRTC 97-20, 18 décembre 1997*
- *Examen du cadre de réglementation, Décision Télécom CRTC 94-19, 16 septembre 1994*

Annexe à la Décision de télécom CRTC 2018-367

Routes supplémentaires de LSI admissibles à une abstention d'après les rapports des concurrents présentés en avril 2018, conformément à l'ordonnance de télécom 99-434

ESLT A	Circonscription A		ESLT B	Circonscription B	
Bell Canada	Windsor	Ont.	Bell Canada	Chicago	Ill.
Bell Canada	Ste-Geneviève	Qc	Bell Canada	Toronto	Ont.
TCI	Irvine	Alb.	TCI	Calgary	Alb.
TCI	Breton	Alb.	TCI	Calgary	Alb.
TCI	Mundare	Alb.	TCI	Edmonton	Alb.
TCI	Vilna	Alb.	TCI	Calgary	Alb.
TCI	Peers	Alb.	TCI	Calgary	Alb.
TCI	Spirit River	Alb.	TCI	Calgary	Alb.